



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 23 janvier au 5 février 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	Prévision fin 2017 (Gouvernement)	2,6
	Prévision 2018 (Gouvernement)	2,2
Déficit public (% du PIB)	Prévision fin 2017 (Gouvernement - provisoire)	-1,2
	Prévision 2018 (Gouvernement)	-1,0
Solde primaire (% du PIB, prévision fin 2017) (Gouvernement)		2,7
Dette (% du PIB)	Prévision fin 2017 (Gouvernement - provisoire)	126,2
	Prévision 2018 (Gouvernement)	123,5
Exportations de biens (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		51,0
Importations de biens (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		63,4
Exportations de services (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		27,7
Importations de services (Md€, novembre 2017) (Banco de Portugal)		13,2
Inflation sous-jacente (% , janvier 2018) (INE)		1,1
Taux de chômage (% , décembre 2017) (INE)		7,8

Situation des établissements bancaires

- Les résultats de plusieurs grandes banques pour 2017 ont été publiés

Le 30 janvier, la banque Banco Português de Investimento (BPI), détenue principalement par la banque catalane CaixaBank (84,5 %) et par l'assureur allemand Allianz (8,4 %), a déclaré avoir généré 10,2 M€ de profit en 2017. Il s'agit d'une baisse importante par rapport à 2016 (- 96,7 %), due à 212 M€ de pertes liées au traitement comptable de la vente de 2 % de capital et à la déconsolidation de la banque angolaise Banco de Fomento Angola (BFA), ainsi qu'à 107,4 M€ de pertes exceptionnelles liées à l'activité en Angola. **BPI détient désormais 48,1 % de BFA** (le capital restant étant détenu par l'entreprise angolaise de télécommunication Unitel), mais la Banque centrale européenne recommande de continuer de réduire sa participation. Le ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de BPI a atteint 12,3 % et son ratio de prêts non-performants 5,1 %.

Le 1^{er} février, la filiale portugaise de la banque espagnole Santander, **Santander Totta**, a annoncé que ses profits en 2017 s'élevaient à 436 M€, soit une augmentation de 10,3 % par rapport à l'année précédente. Le ratio de prêts non-performants s'est établi à 5,7 %, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage, principalement due à l'intégration en son sein de Banco Popular Portugal. Son ratio CET1 a augmenté de 29 points de base pour atteindre 10,84 %.

Le 2 février, la banque publique **Caixa Geral de Depósitos a annoncé un profit de 52 M€ pour 2017** contre une perte de 1,9 Md€ enregistrée en 2016. Son ratio de prêts non-performants demeure relativement élevé, à 12,1 %, malgré une baisse de 26 % par rapport à 2016 et son ratio CET1 s'est établi à 14 %.

- **Le Conseil des Ministres a approuvé le projet de loi de transposition de MIFID II**

Le 25 janvier, le Conseil des Ministres a approuvé le projet de loi de transposition de la directive européenne MIFID II, dont l'entrée en vigueur devait avoir lieu le 3 janvier dans tous les Etats européens. Le projet de loi est désormais examiné par le Parlement. Pour rappel, cette directive a pour but d'assurer une plus grande transparence et protection des investisseurs, notamment en renforçant les pouvoirs des autorités de supervision pour interdire et encadrer la commercialisation d'instruments financiers.

- **La Banque du Portugal recommande des mesures macro-prudentielles pour les nouveaux crédits immobiliers et à la consommation**

Le 30 janvier 2018, la Banque du Portugal a émis une recommandation portant sur trois mesures macro-prudentielles visant à encadrer l'attribution des nouveaux crédits immobiliers et à la consommation.

Premièrement, **le ratio prêt-valeur du crédit immobilier sera limité à 90 %** pour les crédits immobiliers destinés à une résidence principale permanente, à 80 % pour les résidences secondaires et à 100 % pour les crédits d'acquisition de biens immobiliers détenus par des institutions financières et pour des contrats de crédit-bail immobilier. Deuxièmement, **le ratio de la dette au revenu sera désormais limité en règle générale à 50 %**, en prenant en compte une augmentation des taux d'intérêt variables et la diminution des revenus du débiteur une fois passé l'âge de 70 ans. Troisièmement, **la maturité des crédits sera limitée à 40 ans** (aujourd'hui la maturité peut dépasser 50 ans), l'objectif étant d'atteindre une maturité moyenne de 30 ans pour les nouveaux crédits d'ici 2022 ; **les crédits à la consommation auront une maturité maximale de 10 ans**.

Ces nouvelles règles interviennent dans un contexte de forte concurrence commerciale entre les établissements, portant tant sur les taux que les maturités et les durées d'instruction des prêts immobiliers. Elles seront **applicables aux contrats signés à partir du 1^{er} juillet 2018** et à toutes les institutions de crédits et sociétés financières ayant leur siège ou succursale sur le territoire national portugais. **Cette recommandation autorise certaines exceptions et s'appuie sur le principe « se conformer ou s'expliquer »** : les entités créditrices ne respectant pas ces règles macro-prudentielles devront s'en expliquer auprès de la Banque du Portugal, qui peut les sanctionner par une hausse obligatoire de leur ratio de capital.

Situation budgétaire

- **Le déficit public de 2017 est moins important que prévu**

Le 25 janvier, le **Ministre des Finances Mário Centeno a annoncé que le déficit public pour 2017 serait plus faible que prévu (2,6 Md€)**, car les recettes ont augmenté de 3,8 % comparé à 2016 (contre + 1,4 % prévu dans le Budget d'Etat 2017), tandis que les dépenses ont augmenté de 1,6 % (contre une prévision de + 0,5 %).

L'augmentation des recettes est principalement due à la croissance de 5 % des recettes fiscales, dont celle de la TVA (+ 6 %) et de l'impôt sur les sociétés (+ 10 %). Les contributions à la sécurité sociale (+ 6,3 %) ont également participé à l'augmentation des recettes.

S'agissant des dépenses, on note que le service national de santé (équivalent portugais du volet santé de la sécurité sociale française) a enregistré une augmentation de 5,4 % de ses dépenses pour le personnel de santé (principalement les médecins et infirmiers), soit la moitié de l'augmentation des dépenses liées au personnel de l'administration publique.

Le stock de dette non financière s'est réduit de 270 M€ par rapport à 2016, principalement dans les hôpitaux publics, avec un apurement partiel des retards de paiement de 265 M€ qui devrait être encore plus important en 2018 grâce à une dotation de 500 M€ à ces hôpitaux.

- **Le Portugal a procédé à un nouveau paiement anticipé au FMI**

Le 24 janvier, **le Portugal a effectué un nouveau remboursement anticipé d'une tranche de 800 M€** au Fonds Monétaire International. L'Institut de gestion de la dette et du Trésor portugais (IGCP) poursuit ainsi sa stratégie de remboursement anticipé de prêts à des taux élevés (de 4,2 % en moyenne pour des maturités allant jusqu'à 2022), en se finançant à moindre coût sur les marchés financiers (taux inférieurs à 2 % pour la dette souveraine à 10 ans). Avec ce nouveau paiement, le Portugal a remboursé 83 % de l'emprunt total (26,3 Md€) accordé par le FMI en 2012 dans le cadre du programme d'ajustement.

Sectoriel

- **La Fondation Gulbenkian a annoncé son intention de se séparer de certains de ses actifs dans le secteur de l'énergie**

Le 2 février, la fondation portugaise Gulbenkian, spécialisée dans les secteurs de l'art, la charité, l'éducation et la science, a annoncé **qu'elle allait prochainement vendre ses parts dans Fundo NovEnergia, une holding qui regroupe des actifs de projets renouvelables** (dont l'entreprise Generg). Le nom de l'investisseur n'a pas encore été divulgué, mais la transaction devrait être finalisée en septembre (avec une 1^{ère} tranche de 65 % du capital vendu, suivie du restant deux ans plus tard), une fois l'autorisation des régulateurs obtenue.

La fondation vendra **également ses parts dans l'entreprise Partex de gestion d'actifs pétroliers et gaziers au Moyen-Orient, en Angola et au Brésil**. Le fonds d'investissement chinois CEFC China Energy, spécialisé dans le pétrole, le gaz et les services financiers, pourrait se porter acquéreur pour un montant estimé à près de 3 Md€.

- **L'achat de Media Capital par Meo est susceptible d'enfreindre la réglementation sur les entraves à la concurrence selon l'Autorité de la Concurrence**

Le 30 janvier, l'Autorité de la Concurrence portugaise (AdC) a exprimé ses doutes sur la compatibilité de l'achat du groupe de télécommunication Media Capital par Meo (entreprise de télécommunications contrôlée par le groupe Altice) avec la réglementation sur les entraves à la concurrence. Pour le régulateur, il existerait un fort risque que la concentration du marché des chaînes télévisées, une fois la transaction réalisée,

contribue à la mise en place d'une offre payante « *multiple play* » qui exclurait les concurrents. Altice a déclaré qu'elle « *collaborera avec l'AdC pour répondre à ses préoccupations* ».

Divers

- Amazon envisage d'installer à Porto son 1^{er} site au Portugal

Le 26 janvier, **la mairie de Porto a déclaré être en contact avec l'entreprise américaine de commerce électronique Amazon pour son installation dans le quartier Boavista**. L'entreprise n'a pas confirmé cette déclaration, mais une annonce serait attendue à la fin du 1^{er} trimestre. Pour l'instant, aucune plateforme électronique Amazon n'est dédiée au Portugal, les clients portugais étant redirigés vers son site espagnol. Déjà en 2016, Amazon avait manifesté son intérêt pour le Portugal en lançant le site Marketplace pour que les entreprises portugaises puissent fournir leurs produits via cinq pays (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, France et Italie) et avait levé en novembre 2017 les frais de port pour les commandes portugaises supérieures à 29 € réalisées sur son site espagnol.

- Google a annoncé l'ouverture d'un centre de services près de Lisbonne

Le 24 janvier, **le Premier Ministre portugais António Costa a annoncé que Google installerait en juin un centre de services au Lagoas Park d'Oeiras**, un quartier d'affaires près de Lisbonne, dédié à l'Europe, au Moyen-Orient et à l'Afrique. Ce centre devrait employer 500 personnes et réunir certains des fournisseurs de Google. Il s'ajouterait à l'équipe de Google déjà installée au Portugal qui gère la vente d'espace publicitaire sur la plateforme. Cette déclaration a eu lieu au cours d'une conférence intitulée « *Pourquoi le Portugal, pourquoi maintenant* » organisée avec l'AICEP (Agence pour l'Investissement et le Commerce Extérieur du Portugal) pendant le Forum Economique Mondial de Davos pour promouvoir le Portugal auprès d'investisseurs étrangers. Les discussions entre Google et le Ministre de l'Economie portugais Manuel Caldeira Cabral auraient débuté lors du Web Summit en novembre 2017.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtrésor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER

Revu par : Stanislas GODEFROY